

Sommaire

Textes officiels

- Informations permettant d'utiliser des éléments et produits du corps humain à des fins thérapeutiques

Actualités en ligne

- **Cancers professionnels : des clés pour agir**
- **Plan d'action chlordécone 2008-2010 en Martinique et Guadeloupe**
Viennent d'être publiés sur le site du ministère le rapport d'activité 2009 et les orientations 2010.

Études

- **Développement d'indicateurs de la sécurité des soins (PSI, pour patient safety indicators) à partir des bases de données médico-administratives hospitalières**
Drees, document de travail, série Études et recherches, n° 93, juillet 2009, sortie juin 2010, 28 pages.
- **Les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue (Caarud)**
Actualités sociales hebdomadaires, cahier juridique, n° 2663, 11 juin 2010.
- **Avons-nous trop de médecins en France ?**
Institut de recherche en santé publique (IReSP), n° 9, juin 2010.
- **Le vieillissement cognitif, un enjeu pour les politiques publiques : cognition, promotion de l'emploi des seniors et bien vieillir**
Centre d'analyse stratégique, la note de veille, n° 179, juin 2010.

Atlas

- **Atlas régionaux de la démographie médicale en France**
Médecins, Bulletin d'information de l'Ordre national des médecins, n° 11, juin 2010.

Dossiers

- **16-25 ans : ordres et désordres**
Observatoire régional de la santé Nord-Pas-de-Calais, Contact Santé, n° 229, 2010.
- **Quels liens entre religieux et santé ?**
INPES, la Santé de l'homme, n° 406, mars-avril 2010.

Rapport

- **Lignes à haute et très haute tension, santé et environnement**
Les rapports de l'OPECST, Daniel Raoul, sénateur

Guides

- **Cocaïne et héroïne**

Ouvrage

- **Évaluation des politiques publiques sanitaires et sociales**
Revue française des affaires sociales n° 1-, janvier-juin 2010.

Textes officiels

Informations permettant d'utiliser des éléments et produits du corps humain à des fins thérapeutiques

Un arrêté en date du 14 mai 2010 fixe le contenu des informations permettant d'utiliser des éléments et produits du corps humain (organes, tissus et leurs dérivés, cellules et préparations de thérapie cellulaire) à des fins thérapeutiques.

Arrêté du 14 mai 2010, JO du 10 juin 2010.

Actualités en ligne

Cancers professionnels : des clés pour agir

Cette brochure réalisée par l'association des accidentés de la vie (Fnath) en partenariat avec l'association pour la recherche sur le cancer (Arc) a pour but d'informer le public d'une part sur les risques cancérigènes associés à certaines activités professionnelles et d'autre part de le renseigner sur les moyens de s'en prévenir. En effet, les cancers professionnels, conséquences de l'exposition d'un travailleur à un facteur cancérigène sur son lieu de travail, touchent 13 000 à 30 000 personnes annuellement et plus particulièrement les hommes : les travaux dans l'industrie chimique, le BTP, la métallurgie mais aussi les travaux de désinfection en milieu hospitalier ou dans l'agroalimentaire... Le travail dans un laboratoire d'anatomopathologie ou dans un laboratoire de recherche présente également des risques... Dans tous les cas, des traitements efficaces peuvent maîtriser la maladie, dès que le diagnostic du cancer est posé.

À la fin de ce guide, sont donnés des sites internet abordant les différents aspects des cancers professionnels, notamment réglementation...

Fnath et Arc : mai 2010, 17 pages.

<http://www.fnath.org/upload/file/04%20-%20Prevention/>

[Brochure%20sur%20les%20cancers%20professionnels-mai%202010.pdf](#)

Plan d'action chlordécone 2008-2010 en Martinique et Guadeloupe

Élaboré par la DGS pour la période 2008-2010, ce plan vise à remédier aux effets néfastes de la chlordécone, produit antiparasitaire qui a été longtemps utilisé en Martinique et en Guadeloupe pour lutter contre le charançon du bananier. Ce produit a été détecté dans les sols et a contaminé des denrées végétales et animales ainsi que les eaux de certains captages. Face à cette contamination environnementale, agricole, économique et sociale, des plans locaux ont été lancés par les préfets dès 1999, renforcés par des actions et mesures dans ce plan d'action dont les objectifs sont de : renforcer la surveillance de la santé de la population et la connaissance des problèmes cliniques environnementaux liés au chlordécone, continuer à réduire l'exposition de la population à ce pesticide, proposer des mesures d'accompagnement en agriculture et améliorer la surveillance des sols et des produits des jardins familiaux. La communication sera développée pour que la population antillaise puisse accéder à toutes les informations utiles dans le domaine des pratiques agricoles ou de la consommation des aliments.

Viennent d'être publiés sur le site du ministère le rapport d'activité 2009 et les orientations 2010.

<http://www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/plan-d-action-chlordecone-2008-2010-en-martinique-et-en-guadeloupe.html>

Études

Développement d'indicateurs de la sécurité des soins (PSI, pour patient safety indicators) à partir des bases de données médico-administratives hospitalières

Les indicateurs de la sécurité des soins (PSI) ont pour but de mesurer la survenue d'événements indésirables liés aux soins (EIS) : la détection et l'analyse systématique de ces EIS sont devenues un sujet d'étude important en matière d'amélioration de la sécurité du patient. Cette étude présente le projet de collaboration des Hospices Civils de Lyon, de la HAS et de la

Drees, impliquant d'autres partenaires français et étrangers. Celui-ci a pour objet de développer et de valider en France une série d'indicateurs de sécurité des soins en milieu hospitalier, les PSI. Ce document présente, à mi-parcours, les avancées du projet dans le cadre des conventions de partenariat établies avec d'une part la HAS et d'autre part la Drees.

Drees, document de travail, série Études et recherches, n° 93, juillet 2009, sortie juin 2010, 28 pages.

Les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue (Caarud)

Progressivement mis en place depuis 2006, les Caarud sont des structures chargées, avec les autres dispositifs, de concourir à la politique de réduction des risques pour usagers de drogue. L'objectif est de prévenir ou de réduire les effets négatifs liés à la consommation des stupéfiants, y compris leur association avec d'autres substances psychoactives (alcool, médicaments...) Par ailleurs, les missions des Caarud se sont élargies pour lutter contre les hépatites B et C chez les usagers de drogues. Cette étude de la revue *Actualités sociales hebdomadaires* en présente les missions, l'autorisation, les règles de fonctionnement et le financement.

Actualités sociales hebdomadaires, cahier juridique, n° 2663, 11 juin 2010.

Avons-nous trop de médecins en France ?

En dépit d'un bon effectif actuel de médecins, la démographie médicale future soulève des inquiétudes : en effet, la diminution à venir des ressources médicales risque de se traduire par des disparités entre les territoires et les spécialités médicales, voire mêmes des ruptures locales de l'offre de soins. Ainsi l'exigence de concilier vie professionnelle et vie privée, ainsi que le souhait de ne pas travailler isolément, percutent de front le modèle d'exercice traditionnellement associé au médecin généraliste de famille... Certaines autres spécialités connaissent également des problèmes de recrutement (médecine du travail, psychiatrie hospitalière...). Tous ces constats posent la question du renouvellement des effectifs dans les différentes disciplines médicales et de leur répartition équitable entre les régions, à laquelle s'ajoute l'évolution financière du coût des consultations de spécialités provoquant des inégalités d'accès aux soins.

Institut de recherche en santé publique (IReSP), n° 9, juin 2010.

Le vieillissement cognitif, un enjeu pour les politiques publiques : cognition, promotion de l'emploi des seniors et bien vieillir

Les tendances démographiques conjointes d'un vieillissement de la population globale et active expliquent l'intérêt porté aux politiques de promotion de la santé cognitive et plus spécifiquement à la question des âges au travail : en effet, dans la sphère professionnelle, la pénibilité n'est pas seulement physique et il semble nécessaire d'engager des efforts en matière d'organisation du travail, de formation tout au long de la vie et de la prise en compte de l'expérience professionnelle des seniors. Dès l'enfance, l'influence précoce de la scolarisation permet de développer une « réserve » cognitive et l'accumulation de connaissances et d'expériences contribuent à la stimulation cérébrale et à développer une réserve cognitive tout au long de la vie. Le vieillissement s'associe souvent, avec le départ à la retraite, au sentiment d'une diminution du réseau social par l'abandon de certaines activités et relations : les résultats de l'enquête européenne SHARE (Survey on health ageing and retirement in Europe) révèlent que garder une activité professionnelle permet de différer le vieillissement cognitif d'environ 1,3 année, à condition qu'il n'y ait pas des effets négatifs de l'exposition à un stress prolongé et à des horaires atypiques, qui perturberaient alors les fonctions cognitives, comme le remarque l'étude VISAT (vieillissement, Santé, Travail). La présente analyse présente plusieurs propositions pour continuer à développer les facultés cognitives à chaque période de la vie et éviter ainsi le décrochage lors du vieillissement, en utilisant notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC), qui pourraient être des leviers de développement des relations intergénérationnelles, de maintien du lien social et de l'autonomie des personnes âgées.

Centre d'analyse stratégique, la note de veille, n° 179, juin 2010.

Atlas

Atlas régionaux de la démographie médicale en France

Le Conseil national de l'ordre des médecins a publié pour la première fois un état des lieux de la démographie médicale en France métropolitaine et dans les DOM-TOM, en décrivant département par département la densité et la répartition de ses médecins généralistes et spécialistes par âge et par sexe, le nombre de nouveaux inscrits au tableau de l'ordre, l'âge moyen de ses actifs, le nombre des sortants... grâce à ses vingt-trois atlas régionaux. Un dossier résumant ces atlas dans le bulletin d'information du CNOM permet d'avoir une analyse générale de la situation.

Médecins, Bulletin d'information de l'Ordre national des médecins, n° 11, juin 2010.

<http://www.conseil-national.medecin.fr/demographie/les-atlas-regionaux-966>

Dossiers

16-25 ans : ordres et désordres

L'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de proclamer l'année 2010, Année internationale de la jeunesse, visant à encourager le *Dialogue et compréhension mutuelle* : (année qui débutera officiellement le 12 août 2010). La revue *Contact Santé* a consacré un dossier à la jeunesse française (de l'adolescence au jeune adulte) et à sa diversité dans sa manière de vivre, dans sa construction sociale et culturelle : alimentation, sexualité, contraception, addictions (produits psychoactifs, dépendance à l'image et à l'ordinateur), spiritualité, intégration sociale... et tous les sujets relatifs à la santé des jeunes et dans leurs relations avec les soins.

Observatoire régional de la santé Nord-Pas-de-Calais, Contact Santé, n° 229, 2010.

Quels liens entre religieux et santé ?

Dans l'éditorial de la revue *La Santé de l'homme*, les auteurs remarquent qu'il peut paraître paradoxal de consacrer un dossier à la question de la religion, du religieux et de son rapport à la santé dans un monde où l'homme moderne se montre rationnel, désireux maîtriser son destin, son corps et sa santé. Cependant, dans toutes les parties du monde, religion et santé sont liées depuis des millénaires, et aujourd'hui la dimension de la spiritualité influence toujours la santé des populations au travers des pratiques. Ce dossier propose de montrer, à partir d'expériences et d'enquêtes en France et à l'étranger, en quoi le sentiment religieux et la spiritualité peuvent agir comme une thérapie de façon positive sur le mental et l'état physique dans la mesure où elle augmente la capacité de faire face à la détresse en cas de maladie.

INPES, la Santé de l'homme, n° 406, mars-avril 2010.

Rapport

Lignes à haute et très haute tension, santé et environnement

En France, le Réseau de transport d'électricité (RTE), créé le 1^{er} juillet 2000 est gestionnaire du réseau le plus important d'Europe avec ses 80 000 km de lignes à haute et très haute tension. Ces lignes à haute et très haute tension émettent des champs d'extrêmement basses fréquences : il s'agit séparément de champs magnétiques et de champs électriques dont l'impact sur la santé et sur l'environnement est une source de questionnement depuis plus de 30 ans. Les normes internationales de protection (limite de 100 µT à 50 Hz) sont efficaces pour protéger la population des effets à court terme liés aux expositions aiguës. En ce qui concerne les expositions chroniques à faibles doses et dans le long terme, les champs électriques et magnétiques d'extrêmement basses fréquences n'ont pas d'impact sur la santé, sauf peut-être pour trois pathologies pour lesquelles un débat existe (l'électrohypersensibilité, certaines maladies neurodégénératives et les leucémies aiguës de l'enfant) et pour lesquelles, il faut continuer les recherches pour sortir de l'incertitude scientifique. Dans ce rapport, le sénateur Daniel Raoul, après avoir tiré un bilan des connaissances actuelles sur le sujet et sur les doutes

qui subsistent, propose des pistes et des mesures concrètes. Par ailleurs, il recommande que s'instaure une meilleure information des rôles de l'État et du RTE auprès des élus et des associations, des agriculteurs, des riverains et du grand public en général.

**Les rapports de l'OPECST, Daniel Raoul, sénateur
n° 2558 Assemblée nationale et n° 506, Sénat, 28 mai 2010, 178 pages.**

Guides

Cocaïne et héroïne

En 2008, 3,2 % des jeunes Français âgés de 17 ans ont déclaré avoir expérimenté la cocaïne alors qu'ils n'étaient que 0,9 % en 2000. Le niveau d'expérimentation de l'héroïne est passé de 0,7 à 1,1 % pour la même période. La comparaison avec le cannabis (42,2 % d'expérimentation en 2008) ou l'alcool (92,6 %) relativise cette progression. Cependant, même si cela reste au stade de l'expérimentation, il faut observer que cette augmentation de consommation est liée à la baisse continue du prix de ces produits et de leur plus large diffusion... Par ailleurs, s'ajoute l'évolution des représentations autour des deux produits, qui véhiculent des idées reçues plus ou moins vraies sur leurs effets secondaires. Aussi le ministère de la Santé et des sports et l'Inpes, en partenariat avec la MILDT ont édité deux brochures (24 réponses sur la cocaïne et 16 réponses sur l'héroïne), visant à expliquer aux jeunes, sous forme de questions et réponses, les effets trompeurs et néfastes de la consommation de ces deux drogues sur leur santé.

**INPES, deux brochures
24 réponses sur la cocaïne poudre, freebase (crack), novembre 2009, 56 pages.
16 réponses sur l'héroïne (rabla, came, tar, dré, poudre, smack, junk...), février 2010, 48 pages.**

Ouvrage

Évaluation des politiques publiques sanitaires et sociales

L'évaluation des politiques publiques est d'installation assez récente en France (depuis les années 1980) et son appropriation par les sciences sociales reste encore partielle et cantonnée à une fonction d'expertise. En effet, il existe une certaine méconnaissance de l'évaluation dont les dispositifs sont souvent considérés dans notre pays comme déconnectés des réalités administratives alors qu'ils devraient mener à l'action. Aussi, ce numéro de la *Revue française des Affaires sociales* permet, grâce à la diversité de ses auteurs, d'en connaître l'enjeu véritable et son développement face à des procédés concurrents (débat public, médiation, audits et contrôles, démarches et programmes de qualité et d'efficience...) dans un contexte où la recherche d'efficacité se fait de plus en plus sentir. Ce numéro présente un vaste panorama de l'évaluation et l'intérêt de sa démarche : son rôle récent dans le contexte socioéconomique actuel, les orientations et les méthodes la concernant, son action dans les secteurs sanitaire et social, son utilisation dans les politiques publiques (aide à la décision...).

**Revue française des affaires sociales n° 1-, janvier-juin 2010.
<http://www.sante-sports.gouv.fr/evaluation-des-politiques-publiques-sanitaires-et-sociales.html>**

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.fr